

L'épidémie de Covid-19 passe, la destruction de l'hôpital La Grave continue avec son lot d'expulsions !

Conférence de presse :
samedi 9 janvier à 10h en face du 21 rue du pont saint-pierre

Rassemblement-concerts :
samedi 9 janvier à 12h en face du 21 rue du pont saint-pierre

Evenement facebook :
<https://www.facebook.com/events/230432995132298>



Au cœur de ce site, et de Toulouse, le pavillon Nanta sert depuis 2016 de logement à des personnes en situation de précarité et de locaux à des associations toulousaines qui n'en disposent pas. Le bâtiment accueille également des activités gratuites et solidaires à vocation sociale, éducative, environnementale et culturelle. Les associations, notamment le Centre Solidaire Abbé Pierre et le DAL31, répondent à une urgence sociale qui est encore plus d'actualité vu la situation sanitaire pour les plus précaires.

Mais un procès se tiendra d'ici à la fin du mois pour statuer sur l'expulsion de l'ensemble des habitant.e.s et des usager.ère.s du lieu, malgré la promesse encore récente de la mairie de Toulouse d'en accepter l'occupation puis le relogement sur le site même de La Grave.

La destruction partielle de l'hôpital - notamment celle de l'institut Claudius-Régaud, rasé pour être vendu au groupe Kaufman & Broad dans le but de construire des logements privé de luxe - est pourtant rejetée par les habitant.e.s du quartier Saint-Cyprien et le monde associatif toulousain, qui dénoncent les décisions de la municipalité.

Jean-Luc Moudenc et son équipe sont revenus sur la promesse de convention adressée au Centre Solidaire Abbé Pierre et au DAL31, engagés depuis son ouverture dans la vie et l'animation du pavillon Nanta... « (Elles) ont été trop lentes pour renvoyer la convention signée » (sic), voilà la réponse officielle qui justifierait la volte-face municipale ! Une déclaration malhonnête, voire mensongère, car les associations ont toujours répondu aux sollicitations jusqu'à envoyer la convention signée le jour même de sa réception.

Mais ces décisions prennent place dans un projet de plus grande ampleur : 300 postes du CHU de Toulouse ont été supprimés et Kaufman & Broad a déjà acquis 25 000 m² sur le site de La Grave.

Les choix du directeur du CHU de Toulouse et de la mairie récoltent aujourd'hui la colère, particulièrement en cette période de pandémie qui accentue et accélère la précarité.

Même si les premiers espoirs de voir s'achever l'épidémie de COVID-19 en fin d'année apparaissent, la question de cette démolition pose des enjeux politiques et sociétaux majeurs qui dépassent la seule problématique de la conservation du patrimoine hospitalier français.

Nous vous invitons à en discuter à l'occasion d'une conférence de presse qui aura lieu le samedi 9 janvier 2021 à 10 heures, au 21 Rue du Pont-Saint-Pierre. Suivra, à partir de 12 heures, un rassemblement de soutien avec un concert animé par plusieurs groupes.

05/01/21